



Conversation entre Lindley Couronne et Tariq Ramadan Islam et droits humains (2e partie)

Célèbre islamologue, Tariq Ramadan était de passage à Maurice pour une série de conférences. Il a accepté l'invitation de DIS-MOI pour engager un dialogue sur divers sujets relatifs aux droits humains et à l'Islam. La première partie de la conversation nous a démontré que quand un philosophe croyant et un défenseur des droits humains agnostique se rencontrent, le dialogue est tout à fait possible. L'intersection entre Islam et droits humains était manifeste à plusieurs niveaux malgré les inévitables contradictions.

ISLAM ET PEINE DE MORT

Lindley Couronne: Nous l'avons vu. Nous ne pouvons résoudre des problèmes sociaux graves avec des lois criminelles et, selon moi, la peine de mort est un 'meurtre avec préméditation' de l'État et ne devrait pas exister au XXIe siècle.

A Maurice, à l'heure où l'on parle de la réintroduction de la peine de mort qui a été suspendue, DIS-MOI et les défenseurs des droits humains militent pour son abolition définitive. Tariq Ramadan, le droit islamique autorise l'exécution d'un croyant dans trois cas spécifiques : l'apostasie (le fait de changer de religion), le meurtre et l'adultère. Nous avons analysé la semaine dernière les deux premiers cas. Qu'en est-il de l'adultère ?

Tariq Ramadan : Sur ce point précis de l'adultère, il y a l'exigence fondamentale des quatre témoins qui auraient pris la femme ou l'homme sur le fait. C'est impossible. Ce qui rend cette peine de mort pratiquement pas applicable ou pas applicable du tout. Cette peine, autrefois considérée dissuasive, ne l'est plus aujourd'hui.

Quand j'étais aux États-Unis, il m'a fallu effectuer un travail de pédagogie, de juriste pour voir la raison de cette règle de la peine de mort. Comment l'interpréter ? Dans quel contexte l'appliquer ? Je me suis dit que si j'avais été citoyen américain, j'aurais lutté contre la peine de mort aux États-Unis. Des musulmans ont réagi en me lançant : un musulman ne peut être contre la peine de mort !

Lindley Couronne : Faute d'abolition immédiate, quel est l'intérêt du moratoire (suspension) sur l'application de la peine de mort que vous préconisez ?

Tariq Ramadan : J'ai suggéré un moratoire technique sur la peine de mort pour mener un travail pédagogique, de longue haleine sur les textes. Cela a été la stratégie d'Amnesty International aux États-Unis. C'est par là qu'il faut passer. Je pense qu'il faut une interprétation des causes, des

textes et de leur contexte. Et se dire que cette peine n'est pas applicable. Il faut entrer dans un moratoire et engager une réflexion pour changer les consciences. Car, je vous le dis, même en Europe, le combat contre la peine de mort n'est nullement gagné. Si on leur demandait de voter, la majorité des peuples européens voterait sa réintroduction. Il faut donc réguler les sentiments populaires par des politiques claires. L'émotion ne peut l'emporter sur la raison.

« Même en Europe, le combat contre la peine de mort n'est pas gagné. Si on leur demandait de voter, la majorité des peuples européens voterait sa réintroduction. »

L'ISLAMOPHOBIE

Lindley Couronne: L'Islamophobie existe partout et même à Maurice. Des citoyens mauriciens qui ne comprennent rien à l'Islam se mettent à porter des jugements de valeur sans aucune pertinence. En France, avec la crise économique qui perdure, l'instrumentalisation politique de l'Islamophobie par les politiques (du FN, aux socialistes en passant par Sarkozy) est édifiante. Pensez-vous Tariq Ramadan qu'il y a un risque de voir l'extrême droite l'emporter ?

Tariq Ramadan : Je ne m'inquiète pas de la montée du Front National (FN), je ne crains pas que le FN prenne le pouvoir. Je m'inquiète du cheminement de ses thèses en France. Le seul sujet de débat sur lequel les politiques s'accordaient lors des confrontations télévisées : les émigrés et l'Islam. Ils en ont fait un élément de crainte, un épouvantail. Malgré son absence, Marine Le Pen

Propos transcrits par Jean-Laurent Moothoooveren

et les thèses du FN étaient bien présentes à la télé ! La vérité c'est qu'on se moque bien de l'Islam et de la démocratie. Lorsque dans un débat avec moi Sarkozy vient dire que le moratoire sur la peine de mort est une horreur (alors que ce qui se passe actuellement en Indonésie vient confronter ma thèse), il n'est intéressé que par le gain politique. Puisqu'après il se rend en Arabie Saoudite où il se tait, car en fait il se moque de la démocratie et de la réalité des droits humains.

Lindley Couronne : La crise économique perdure en Occident et l'Islamophobie primaire a donc de beaux jours devant elle. Que suggérez-vous contre l'instrumentalisation de ces questions ?

Tariq Ramadan : Il ne faut pas politiser ces questions fondamentales. Il ne faut pas non plus islamiser les questions sociales (exemple : la corruption) en France, en Europe et même à Maurice. Toutes les luttes de principe se retrouvent ethniciées, ainsi que les luttes politiques.

Quand Boko Haram enlève 200 jeunes filles, cela provoque une décharge émotionnelle forte. Mais quand Boko Haram tue des Arabes, des Noirs, des Africains, le monde se tait : est-ce parce que la vie d'un Noir vaut moins que celle d'un Blanc ? Fatou Diome s'exclamait la dernière fois à la télévision : vous vous rendez compte ? Si les gens qui étaient morts noyés en Méditerranée étaient des Blancs, le monde tremblerait. Comme ce sont des Noirs, des Arabes, tout le monde s'en moque ! On a instrumentalisé les droits humains d'une certaine façon et on a normalisé la différenciation entre des « couleurs et des races ». Tout cela est contraire aux principes de la DUDH. C'est une trahison des droits que l'on dit célébrer.

On assiste actuellement à des dérives extrêmes : comme cette jeune fille renvoyée du collège parce qu'elle portait une jupe trop longue, considérée comme un signe religieux ostentatoire ! C'est un délire malsain.

Lindley Couronne : Je suis entièrement d'accord avec vous sur cette question. Je ne peux comprendre qu'un État légifère sur les vêtements que porte un être humain. Si l'on accepte cette dynamique, demain tous les délires seraient possibles. On pourrait légiférer, pourquoi pas, contre le port du short ou des T-Shirts, ou même décréter qu'on devrait marcher pieds nus.

« Le djihad c'est d'abord la résistance contre les maux et les injustices, puis des réformes pour le bien. »

DJIHAD - INTÉGRISME ET RÉFORMISME

Lindley Couronne : Mes recherches sur Ghaleb Bencheikh, Malek Chebelou, Abdennour Bidar, Rashid Benzine et sur vos propres travaux, ont abouti à un constat : les islamistes intégristes ramènent la pensée de l'Islam au 7e siècle, donnent une lecture simpliste du Coran. Le symbole de ce fossé à mes yeux est le terme 'djihad', employé par les intégristes comme la guerre physique et par les réformistes comme une guerre contre soi-même, contre ses instincts, pour s'améliorer. Dites-moi Tariq Ramadan si ce fossé entre réformistes et intégristes se creuse, l'avenir paraît bien sombre.

Tariq Ramadan :

Le terme djihad a plusieurs sens. Dans toutes les traditions, réformistes, mystiques ou rationalistes, le début du djihad, c'est avec son propre cœur, c'est la réforme de soi. C'est aussi un djihad intellectuel. Il y a maintenant des interprétations, qu'on voit dans le Nord de l'Iraq ou en Syrie, où il existe une instrumentalisation du concept à des fins guerrières ou violentes. Je le dis aux musulmans et aux musulmanes, même à Maurice :



la majorité doit cesser d'être silencieuse et prendre son courage, ses responsabilités pour dénoncer ces dérives.

Lindley Couronne : Qu'en est-il de ce que vous appelez le djihad social ?

Tariq Ramadan : Nous avons vu que le djihad avec la violence est une instrumentalisation de ce concept. Il existe également un djihad social pour la justice sociale, un djihad légal pour les droits humains, un djihad intellectuel pour l'éducation. A Maurice, j'avais mobilisé des musulmans, hindous, chrétiens et autres, pour un djihad contre la pauvreté, à l'exemple de l'Abbé Pierre qui disait : je suis en guerre contre la pauvreté. Le djihad c'est d'abord la résistance contre les maux et les injustices, puis des réformes pour le bien.

ISLAM ET INSTRUMENTS DES DROITS HUMAINS (DÉCLARATIONS, CONVENTIONS)

Lindley Couronne : Je termine sur certaines contradictions Islam- droits humains que j'ai notées par rapport à la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) que je considère personnellement comme un vaste poème et un phare pour l'humanité. Évoquons si vous le voulez bien l'article 16 de la DUDH et la liberté de choix dans le mariage.

« A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution. »

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux. »

Tariq Ramadan : Aucune école juridique ne dit que c'est le choix des parents qui doit primer. Quand une femme veut se marier, elle doit pouvoir exprimer son opinion. J'ai mené une campagne européenne contre le mariage forcé. Le

mariage forcé n'est pas islamique. Dans les pays où cela se passe, c'est fait non pas au nom de l'Islam mais au nom de la culture. On le voit bien avec des chrétiens pakistanais ou des turcs non musulmans. Une femme comme un homme doit pouvoir se marier avec qui elle ou il veut. On ne peut donc user de mesures contraignantes au nom de la foi.

Lindley Couronne : Dans le cas de la répudiation de la femme. Est-ce l'homme qui déclare le divorce ? La femme peut-elle le faire ?

Tariq Ramadan : On a une lecture très masculine du taalak. Alors que la femme peut aussi le demander. Du temps du prophète, une femme qui avait vu son mari avec d'autres hommes, avait réclamé le droit de le quitter et le prophète l'a séparée.

Lindley Couronne : Une femme peut-elle effectuer le pèlerinage du hadj seule ou avec ses filles, sans être accompagnée d'un homme ? L'interdit pertinent au 7e siècle est-il encore valable de nos jours ?

Tariq Ramadan : Selon des traditions prophétiques, une femme ne peut voyager plus de trois jours sans être accompagnée, pour des conditions de sécurité. Si la femme peut garantir qu'elle voyagera en toute sécurité, par avion par exemple, j'estime qu'il n'y a pas de problème, même pour le hadj. Problème : c'est l'Arabie saoudite qui impose ses règles littéralistes, discriminatoires à l'égard des femmes. Ce n'est que récemment que le régime a changé la loi pour autoriser une femme non accompagnée à faire le hadj dans un groupe de femmes.

CONCLUSION

Lindley Couronne : Malgré l'apparent chaos autour de nous, il me semble que les droits humains progressent. Par exemple, le viol, autrefois considéré comme une récompense légitime du guerrier en temps de guerre, est considérée par la Cour pénale internationale comme 'crime contre l'humanité'. Je vois l'humanité évoluer dans quelques siècles vers un gouvernement mondial, car il n'y a pas d'autre solution pour l'avenir de l'homme. Einstein disait « Aussi longtemps qu'il y aura des frontières, la guerre sera inévitable. » Êtes-vous optimiste ou pessimiste sur le devenir de la race humaine ?

Tariq Ramadan : Je ne sais si je suis optimiste pour l'homme. Je suis croyant en la volonté de Dieu. Au-delà de nos errances, nos horreurs, il y a du sens dans tout cela. Je suis optimiste dans le sens de l'histoire. Je me fais peu d'illusion sur les êtres humains. Tout ceci exige de nous une résistance continue. Au-delà de réclamer les droits humains, il faut également enseigner les devoirs et les responsabilités.

« Le mariage forcé n'est pas islamique. Dans les pays où cela se passe, c'est fait non pas au nom de l'Islam, mais au nom de la culture »



DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DISMOI (Droits humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et /ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DISMOI.

DISMOI, ARCADES RAMDOUR, 289 ROYAL ROAD, ROSE-HILL - TEL : 5 440 45 01
INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG

DISMOI (Droits humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

